



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement d'Occitanie**

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° *12. 2025. 02. 21. 00004* du **21 FEV. 2025**

pris à l'encontre de la société MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE, située 5 impasse Aigoutal sur le territoire de la commune de CREISSELS (12100), de respecter les prescriptions applicables en matière d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, exploitées à la même adresse

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 521-17, L. 521-18 ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 940499 du 17 mars 1994 modifié autorisant la société MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE située sur le territoire de la commune de CREISSELS à exploiter un atelier de récupération et de stockage de métaux et véhicules hors d'usage ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention. » ;
- Vu** l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. »
- Vu** l'article 38.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié. »
- Vu** l'article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...] La zone d'entreposage [...] est imperméable et munie de dispositif de rétention. »

- Vu** l'article 41.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. »
- Vu** l'article 42.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé qui dispose : « L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :
- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
 - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;
 - le verre est retiré ;
 - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
 - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
 - les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
 - les pneumatiques sont démontés ;
 - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;
 - les pots catalytiques sont retirés.
- Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 janvier 2025 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 7 janvier 2025, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 10 janvier 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 7 janvier 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- 4 véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ainsi que 5 moteurs démontés susceptibles de laisser s'échapper des liquides sont stockés à l'extérieur sur le sol naturel ;
- une hauteur insuffisante de clôture sur la partie Est du site à l'arrière des VHU dépollués ;
- une absence de clôture sur la partie Nord du site (limitrophe avec la société SDEL ROUERQUE) ;
- le déboulonnage d'une glissière supérieure de clôture sur la partie Ouest du site ;
- aucune mesure du niveau de bruit et de l'émergence n'a été réalisée depuis plus de six ans ;
- plusieurs véhicules hors d'usage dépollués sont empilés par paire ou par amoncellement et ont une hauteur supérieure à 3 mètres ;
- l'ensemble des opérations de dépollution est réalisée à l'exception du verre qui n'est pas retiré ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 10, 15, 38.IV, 41.I, 41.IV et 42.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 et de l'article L. 521-17 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron.

Arrête

Article 1^{er} - La société MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE exploitant une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage sise 5 impasse Aigoutal, sur la commune de CREISSELS est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- immédiatement, sans délai :

- de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en déplaçant les véhicules hors d'usage non dépollués et les pièces démontées susceptibles de contenir des fluides sur les emplacements imperméables munis de rétention et en transmettant à l'inspection les justificatifs correspondants ;
- de l'article 41.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en déplaçant les véhicules hors d'usage non dépollués sur les emplacements imperméables munis de rétention et en transmettant à l'inspection les justificatifs correspondants ;

- 5 mois :

- de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en traitant ou en construisant et/ou modifiant la clôture et en transmettant à l'inspection les justificatifs correspondants ;
- de l'article 38.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en faisant réaliser les mesures du niveau de bruit et de l'émergence et en transmettant à l'inspection le rapport de ces mesures avec, en cas de dépassement des valeurs limites sonores les actions correctives pour éviter les dépassements ;
- de l'article 41.IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en traitant ou en évacuant du site les véhicules hors d'usage dépollués empilés par paire ou par amoncellement, ayant une hauteur supérieure à 3 mètres et en transmettant à l'inspection les justificatifs correspondants ;
- de l'article 42.I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en réalisant l'ensemble des opérations de dépollution et en transmettant à l'inspection les justificatifs correspondants ;
-

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 521-18 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

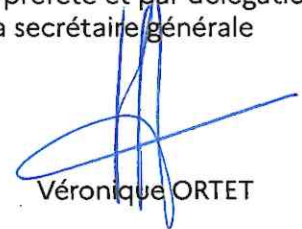
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 – La secrétaire générale, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de CREISSELS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MILLAU PIECES AUTO RECYCLAGE.

21 FEV. 2025

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale



Véronique ORTET